

Diplomatie et coopération entre la Tunisie et l'Afrique subsaharienne depuis l'Indépendance jusqu'à aujourd'hui

Dans le cadre du séminaire mensuel « Migrations, mobilités et circulations intra-africaines : savoirs, critiques et méthodes » coordonné par Betty Rouland, le 28 février 2019 se tenait la conférence de Sophie Bessis, chercheuse associée à l'IRIS, sur la coopération et les relations diplomatiques entre la Tunisie et l'Afrique subsaharienne.

Sophie Bessis passe en revue ces relations, de manière très factuelle. D'aucun pense que ces relations sont restées très embryonnaires entre l'Afrique subsaharienne, dans son ensemble, et la Tunisie. Elle remonte rapidement très loin dans l'histoire, à l'époque où les Carthaginois arrivent sur les rives du pays qui s'appelle, depuis 1840, la Tunisie mais qui était à l'époque la terre des Afridis. Ce peuple a donné son nom à tout un continent, ce qui n'est pas sans évoquer justement les relations de l'Afrique du Nord, et, en particulier, de la Tunisie, avec le reste du continent africain.

Elle rappelle que chaque pays d'Afrique du Nord a une politique très différente avec l'Afrique subsaharienne, l'Égypte, par exemple, entend la politique avec l'Ouganda ou l'Éthiopie, pays dans lesquels le Nil prend sa source, comme relevant de la politique intérieure du pays, l'Afrique devenant alors son hinterland direct. Mais, le reste de l'Afrique méditerranéenne a des relations différentes. Néanmoins, d'un

point de vue général, le Sahara a d'abord été un espace d'échange plus qu'une frontière, et ce depuis des temps très anciens. En grande partie des échanges commerciaux, selon des témoignages historiques antiques tels que celui d'Hérodote. Aux époques médiévales, dès le IX^e siècle, le trafic négrier devient

L'époque contemporaine se caractérise aujourd'hui, selon Sophie Bessis, comme une rencontre manquée entre la Tunisie et l'Afrique subsaharienne. D'une part, les contentieux historiques freinent ou ont freiné une partie des relations possibles, mais d'autre part, l'historienne relève un désintérêt évident des responsables tunisiens pour le Sud du Sahara, ainsi qu'un déni évident de la part africaine de la Tunisie. Malgré les tentatives de rapprochement, qui ont été nombreuses au cours des soixante dernières années, il n'y a pas eu de réelle suite donnée à ces souhaits. Elle divise cela en trois étapes : la période suivant l'Indépendance et le reste des indépendances africaines jusqu'aux années 1970, marquées par un certain activisme de la Tunisie et de nombreuses actions de coopération donnant une bonne image de la Tunisie et de Habib Bourguiba au Sud du Sahara ; la deuxième période, des années 1980 à 2011, marquée par un désintérêt total de la Tunisie pour le Sud du Sahara : les vingt-trois ans du régime de Ben Ali ont totalement ignoré

le principal axe commercial entre les régions, jusqu'au XIX^e siècle. Tozeur et Tunis, par exemple, étaient de grands marchés négriers, pour l'Empire ottoman entre autres, jusqu'à l'abolition officielle de l'esclavage en 1846, et par décret colonial en 1890.

l'Afrique subsaharienne et la Tunisie ne s'est pas encore relevée de ce long silence ; enfin la période actuelle, post 2011, marquée par un souhait de renouer les relations mais essentiellement mercantiles.



Comptes rendus d'activités

La période bourguibienne

L'historienne explique que la Tunisie de l'indépendance hérite d'une série de relations de solidarité avec l'Afrique subsaharienne, comme l'ensemble des anciennes colonies africaines d'une manière générale.

C'est une période qui efface les contentieux et qui débouche sur une aide aux pays qui ne sont pas encore décolonisés et, selon Sophie Bessis, c'est ainsi que les années 1950-1960 sonnent l'apogée du panafricanisme.

Cette période se poursuit, pour la Tunisie, jusqu'au milieu des années 1970 et sur la vingtaine d'années, la Tunisie est très présente en Afrique subsaharienne mais maintient tout de même une distance plus grande que les autres pays du Maghreb. Bourguiba ne montre pour l'intérieur du pays qu'un intérêt limité mais se lie d'amitié avec un certain nombre de leaders subsahariens dits « modérés » comme Léopold Sédar Senghor au Sénégal, le nigérien Hamani Diori et surtout Felix Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire qui est probablement le chef d'Etat dont Bourguiba se sent le plus proche. Par ailleurs, ce qui facilite la coopération, dès les années 1950, la Tunisie est un des pays possédant le plus de compétences en Afrique francophone et cela lui permet de construire une coopération relativement dynamique. Cette dernière permet au pays de se construire une aura internationale par le biais de nombreuses actions en Afrique subsaharienne, dont la plus célèbre est celle de 1961 lorsque la Tunisie envoie 2200 casques bleus au Congo qui est alors en pleine crise. Cette présence importante de la Tunisie au Congo est notamment due aux liens d'amitié entre le secrétaire général de l'ONU Dag Hammarskjöld et Mongi Slim

ambassadeur de la Tunisie auprès de l'ONU. Ce contingent est le premier d'une série de participations de la Tunisie aux actions de l'ONU sur le continent africain, qui ira en s'amenuisant jusqu'à la dernière mission en 2009.

Bourguiba et son régime sont résolument pro-Occidentaux alors que l'heure est au progressisme et au tiers-mondisme sur le continent africain. En pleine guerre froide, la Tunisie fait partie du groupe de Morovia, un groupe de pays africains dits « modérés » et plutôt du côté des États-Unis et des Occidentaux, ce qui l'exclue des mouvements de libération les plus importants de l'époque menés par les pays appartenant au groupe de Casablanca, identifié comme anti-impérialistes. La Tunisie prend d'ailleurs fait et cause pour les actions des États-Unis, à l'exemple des événements en Angola, où la Tunisie soutient le Front national de libération de l'Angola, lui-même soutenu par les États-Unis, tandis que celui-ci s'oppose au Front de libération de l'Angola déjà existant qui avait l'appui de Moscou. Du fait de ce positionnement politique et diplomatique, la Tunisie n'a pas produit de personnalité résolument engagé dans les mouvements anti-impérialistes comme Mehdi Ben Barka au Maroc, sans parler de l'Algérie autoproclamée leader du mouvement tiers-mondiste.

Néanmoins, la Tunisie participe activement à la création de l'Organisation de l'unité africaine en 1963 et, pour l'occasion, Bourguiba prononce le 25 mai un discours qui exalte l'africanité retrouvée de la Tunisie. En 1965, Bourguiba entame une longue tournée en Afrique subsaharienne qui le conduit en Mauritanie, pays avec lequel la Tunisie a toujours été très proche, au Mali, au

Sénégal, au Niger, au Libéria, en Centrafrique et au Cameroun. Ce sont donc plusieurs semaines de voyages qui ressemblent tout de même à un « divertissement touristique », sauf l'étape dakaroise, car c'est lors de cette étape qu'est esquissée l'idée d'une organisation de la francophonie. Bourguiba est un personnage populaire au Sud du Sahara, popularité qui ne sera jamais vraiment payée de retour.

En revanche, la coopération est plutôt solide puisque la Tunisie envoie des conseillers dans plusieurs pays, l'appareil bancaire tunisien aide le Niger à construire son propre dispositif bancaire, de nombreux enseignants et personnels médicaux vont en Afrique subsaharienne et la jeune université tunisienne accueille de plus en plus d'étudiants subsahariens essentiellement francophones ou arabophones. Si on ne peut parler de véritable coopération culturelle, il y a tout de même une présence culturelle de la Tunisie. Notamment par le biais des journées cinématographiques de Carthage (JCC) qui sont organisées tous les deux ans en alternance avec le FESPACO (Festival panafricain du cinéma et de la télévision) de Ouagadougou, et qui ont été pendant des années un grand moment de panafricanisme. L'hebdomadaire *Jeune Afrique* a également été créé par un Tunisien. Dans les années 1960-1970, la Tunisie est membre de la Ligue arabe et celle-ci prend position sur les dernières manifestations colonialistes, notamment lors du sommet d'Alger en 1972, la Ligue arabe rompt ses relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud et avec le Portugal. Malgré ces liens, les échanges commerciaux restent très modestes et la Tunisie continue de se tourner vers l'Europe et partiellement vers le monde arabe.

Le règne de Ben Ali ou l'éclipse tunisienne en Afrique subsaharienne

Sophie Bessis estime que ce qu'elle caractérise comme une éclipse subsaharienne commence à la fin des années 1970. Toutefois, c'est à partir de 1987 qu'elle devient très évidente car le règne de Ben Ali est marqué par un tropisme arabe. En vingt-trois ans, le dictateur ne sera allé qu'à un seul sommet de l'OUA (devenue Union africaine dans les années 2000) et sa politique africaine ne se résumera, selon l'historienne, qu'à une cordialité avec le Maroc et l'Algérie. La coopération universitaire continue mais s'amenuise. Pourtant, la Tunisie avait été très active dans la création de l'Agence de coopération technique et culturelle, ancêtre de la francophonie, mais elle ne participe alors que formellement aux instances de cette organisation, qui caractérise la politique de Ben Ali comme étant très provincialiste. Sur le plan économique, l'Afrique subsaharienne est presque totalement absente des statistiques tunisiennes ; en 1995, par exemple, la totalité des exportations tunisiennes est évaluée à 5 milliards de dollar et 0,7 % se dirige vers l'Afrique subsaharienne tandis que 78 % se dirige vers l'Europe.

Quelques actions de coopération demeurent, mais elles sont plus l'œuvre d'individus isolés que d'une réelle politique, par exemple l'Office national de la famille et de l'enfant tunisien élabore grâce à un financement français un projet pilote au Niger de mise en place d'une clinique mobile pour les femmes, de consultations prénatales, de vaccinations, de contraceptifs, etc. Mais les grandes heures de la présence tunisienne au Sud du Sahara sont terminées. Même le transfert du siège de la Banque africaine de développement à

Tunis en 2003, suite à la crise ivoirienne, ne participe pas à un regain de coopération et au contraire, relève la chercheuse, les fonctionnaires de la BAD se sont sentis rejetés par la population tunisienne et n'ont pas noué de liens avec la société tunisienne. C'est en fait avec satisfaction que la plupart ont quitté Tunis en 2014 lorsque la BAD relocalise son siège à Abidjan.

En nuanciant son propos, l'historienne précise que quelques bureaux d'études remportent des contrats au Sud du Sahara, quelques architectes sont présents aussi. Cette éclipse a été générale dans l'ensemble du Maghreb central. L'Algérie à partir de 1988 s'enfonce dans une grande crise interne et n'a alors pas de réelle diplomatie. Elle s'occupe de ses zones frontalières sauf avec le Mali, qui reste son hinterland stratégique. Le Maroc quitte l'OUA en novembre 1984 suite à la reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique et ne renoue avec une politique africaine active qu'au début des années 2000.

Pour la Tunisie, il faut attendre plus longtemps encore puisque ce n'est que récemment que les dirigeants tunisiens se tournent vers l'Afrique subsaharienne et la considère comme un hinterland intéressant pouvant constituer un nouveau marché.

La Tunisie et l'Afrique subsaharienne depuis 2011

Pour montrer la réalité de ce réinvestissement, Sophie Bessis commence par présenter les chiffres. En 2012, au lendemain de la révolution, il y a environ 500 sociétés tunisiennes opérant sur le marché subsaharien contre 2600 pour la seule Algérie ; les exportations vers le Sud du Sahara représentent 311 millions d'euros, sur un stock d'exportation de plus de

5 milliards d'euros. Sur le plan diplomatique, en 2012, la Tunisie n'a que 9 représentations diplomatiques contre 21 pour le Maroc. *Tunisair* ne desservait que trois destinations subsahariennes contre 25 pour la *Royal Air Maroc* et il n'y avait aucune ligne maritime. Les relations sont donc plus que modestes et la présence tunisienne très discrète. Il n'y a, selon elle, que la coopération universitaire qui échappe à cette situation. En 2010, il y avait environ 12 000 étudiants subsahariens, mais en 2012 il n'y en a que 8000. Elle relève que sur ces 8000, il n'y en a qu'un millier qui fréquente l'université publique tunisienne. 80 % vient du Gabon, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Congo et du Mali et sont soit boursiers de leur État, soit boursiers de la Banque islamique de développement pour les pays à majorité musulmane.

La chercheuse s'interroge alors : peut-on parler d'un nouveau départ à partir de 2012 dans les relations tuniso-subahariennes ? Devant le déficit économique du pays et les difficultés du secteur privé tunisien, les entrepreneurs commencent à voir le marché subsaharien comme une opportunité intéressante. Cela se ressent aussi dans les politiques menées par les deux chefs d'États tunisiens en poste depuis 2011. Ils se sont, par exemple, régulièrement rendus à des sommets de l'UA. Cependant le renforcement des efforts publics ne sont pas vraiment à l'ordre du jour. Il y a de nombreux obstacles. Il n'y a pas réellement de diplomatie économique et le ministère des Affaires étrangères agit, selon Sophie Bessis, comme un électron libre ; il y a un département Afrique en son sein, elle relève que ce n'est pas « Afrique subsaharienne ». Il y a tout de même une intensification des relations et de nouvelles ambassades qui ouvrent, avec

Comptes rendus d'activités

Ouagadougou en 2017 et Nairobi en 2018, ce qui témoigne de la prise de conscience de la part du pays de l'existence et de l'intérêt de l'Afrique de l'Est, très dynamique et en plein essor. Néanmoins, la Tunisie a par exemple moins d'ambassades en Afrique subsaharienne que la Serbie. La Tunisie a adhéré au COMESA, le marché commun de l'Afrique orientale et australe qui s'étend jusqu'à l'Afrique du Sud et a obtenu le statut de membre observateur de la CDEAO, la communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest. Accompagnant ce mouvement, *Tunisair* a ouvert de nouvelles lignes. La Tunisie reçoit peu de dirigeants d'Afrique subsaharienne et ses dirigeants se déplacent peu au Sud du Sahara.



Sophie Bessis, historienne chercheure
© <http://rlf-media.com>

Sur le plan économique, quelques grands patrons regardent de plus en plus vers l'Afrique subsaharienne et le *Tunisia-Africa Business Council* a été créé pour œuvrer à ce rapprochement. En novembre 2018, un Tunisien a été élu vice-président du Conseil des jeunes entrepreneurs francophones. La chercheuse relève que ce sont des initiatives du secteur privé et d'ailleurs, l'Université Centrale de Tunis, université privée, a ouvert un master d'intelligence économique des marchés africains, en collaboration avec un centre universitaire camerounais. Les

clients principaux du Sud du Sahara pour la Tunisie sont l'Éthiopie, le Sénégal, le Rwanda, le Cameroun et la Côte d'Ivoire. En matière de coopération, l'assistance médicale tunisienne a pris un réel essor, avec Djibouti et le Tchad. On note aussi quelques actions culturelles.

Mais Sophie Bessis estime que l'intérêt tunisien est encore trop faible, malgré le sommet de la francophonie programmé en 2020 pour la première fois à Tunis. Ce nouveau départ n'est pas, pour Sophie Bessis, à la mesure des ambitions affichées. Il y a des dysfonctionnements internes, un manque de rigueur de l'administration tunisienne, un manque de coopération qui dilue le peu de dynamisme qu'il peut y avoir. D'autre part, une situation géopolitique difficile avec la Libye qui plonge toute une partie du territoire subsaharien, le Tchad en particulier, et dont la Tunisie a sous-estimé l'incidence, notamment sur la zone saharo-sahélienne qui est son arrière pays. Une indifférence extrêmement dangereuse car en n'acceptant pas de faire partie de cette zone du monde, les Tunisiens se mettent en danger. Leurs intérêts s'arrêtent à la Libye, sans voir que ce pays est la plaque tournante d'activités criminelles et mafieuses qui englobent toute la zone saharo-sahélienne. Seuls les militaires tunisiens semblent avoir pris conscience de ces enjeux, poussés par les Américains.

Depuis le 1^{er} février, la Tunisie a renoué avec la tradition militaire de coopération onusienne puisque qu'elle s'est jointe à la mission de l'ONU au Mali en envoyant une unité aérienne et un millier de militaires tunisiens devraient bientôt être casques bleus au Mali.

En conclusion, Sophie Bessis estime que la Tunisie a besoin d'en finir

avec le déni de sa dimension africaine. Il y a une vieille culture de la domination, un malaise certain avec l'esclavage, surtout quand un travail de mémoire n'a pas été fait, ce qui est le cas de la Tunisie. Cette vieille histoire n'est pas étrangère à un racisme quelque peu désinhibé depuis 2011, dans les universités et dans le traitement de la population noire. De fait, le monde universitaire tunisien n'est plus attractif pour les étudiants subsahariens. S'il y en avait 8000 en 2012, ils ne dépassent pas les 4500 aujourd'hui. Dans ces conditions, le souhait du ministère des Affaires étrangères d'accueillir 20 000 étudiants subsahariens en 2020 paraît irréalisable. D'autre part, la migration de travail existe en Tunisie et elle n'est plus aujourd'hui une migration de transit. La migration féminine est une réalité extrêmement importante dans le secteur domestique en Tunisie. Aucune politique de permis de séjour n'existe et les autorités refusent cette réalité. La société civile se mobilise notamment contre la discrimination raciale et une loi a été votée sous la pression des associations pour les droits humains en Tunisie en 2018 pénalisant les discriminations à caractère racial. Aucun autre pays arabe n'a un tel dispositif. Bien que la Tunisie ait repris conscience de l'importance du marché subsaharien, tant que les Tunisiens et Tunisiennes ne changeront pas les habitus mentaux, la coopération avec l'autre rive du Sahara ne pourra pas se construire sur des bases solides et durables. En ce sens, le processus d'éducation citoyenne n'a pas réellement commencé.

Manon Rousselle